

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

SOMMAIRE

I.	Introduction	2
II.	Analyse rétrospective de la situation financière du Sdis 76	3
A.	Les grandes masses budgétaires	3
B.	Les grands équilibres financiers et l'évolution des épargnes	3
C.	L'effet ciseau	4
III.	La situation à venir	4
A.	Les perspectives de la section de fonctionnement	4
1.	Les recettes de fonctionnement	4
2.	Les dépenses de fonctionnement	5
B.	La gestion du personnel	7
1.	L'évolution de la masse salariale	8
2.	L'évolution des effectifs	9
3.	Le logement des agents	11
4.	Les éléments de rémunération	11
5.	Le temps de travail	13
C.	Les perspectives de la section d'investissement	14
1.	Les recettes d'investissement	15
2.	Les dépenses d'investissement	15
IV.	Une vision pluriannuelle des crédits	16
A.	Le plan pluriannuel d'équipement (PPE)	16
B.	Le programme d'investissement immobilier	17
V.	Une stratégie de financement adaptée aux enjeux futurs de l'établissement	17
A.	Des dépenses autofinancées	17
B.	Le solde de la section d'investissement	18
C.	La stratégie d'endettement	19
1.	La situation actuelle	19
2.	La répartition de la dette	20
3.	La dette selon la charte de bonne conduite	20
4.	Repartition de la dette par prêteur	21
5.	Profil d'extinction de la dette du Sdis 76	22
6.	La capacité de désendettement	23

I. Introduction

Le présent rapport vise à alimenter la réflexion des membres du Conseil d'administration en présentant les grandes orientations qui vont structurer l'exercice 2024 et les années suivantes.

Cet exercice permet au Conseil d'administration de disposer d'une vision pluriannuelle sur les grands enjeux jusqu'en 2026.

Le travail prospectif mené par les services a été réalisé dans un contexte toujours très incertain notamment du fait de l'évolution de l'inflation et d'éventuelles mesures gouvernementales à venir. Ainsi, il convient de prendre avec précaution les évolutions pluriannuelles au-delà de 2025 notamment en fonctionnement.

Par ailleurs, le Service a poursuivi en 2023 l'adoption de documents stratégiques avec le Règlement opérationnel suite à l'adoption du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) 2023-2028. Il a également renforcé ses partenariats avec le Conseil Départemental et la Métropole Rouen Normandie dans le cadre du financement de plusieurs projets d'investissement majeurs.

Par conséquent, ce contexte économique et international particulier et ces orientations auront nécessairement des impacts budgétaires, à la fois en section de fonctionnement et en section d'investissement.

En section d'investissement, l'établissement devra, en premier lieu, proposer son nouveau Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE) intégrant les investissements liés au numérique mais aussi les besoins en matériels.

En matière immobilière, les grands projets se poursuivent et donnent lieu à une programmation partagée avec les co-financeurs.

Le vote du budget primitif interviendra le 25 mars prochain.

Le choix de décaler le vote du budget en mars intervient dans le cadre d'une démarche de l'établissement de reprise de ses résultats pour limiter les appels à contribution de ses financeurs. De ce fait, les éléments chiffrés présentés ci-après sont en cours de validation définitive et peuvent être amenés à évoluer d'ici le vote du budget primitif.

II. Analyse rétrospective de la situation financière du Sdis 76

A. Les grandes masses budgétaires

Depuis 2019, les grandes masses financières ont connu les évolutions suivantes :

	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	87 788 498	88 545 329	90 092 926	97 465 086
Dépenses de fonctionnement	83 708 973	78 429 848	79 542 805	83 833 023
<i>dont intérêts de la dette</i>	16 987	18 400	21 347	20 280
Recettes d'investissement	1 873 721	2 463 135	2 239 455	14 067 810
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	900 000	0	10 000 000
Dépenses d'investissement	5 941 170	9 278 096	8 639 231	18 006 105
<i>dont capital de la dette</i>	111 219	139 869	178 963	180 152
<i>dont P.P.I</i>	5 829 951	9 138 227	8 460 268	17 825 954

Les recettes de fonctionnement, principalement constituées des contributions du Département mais aussi des communes et EPCI, ont fortement augmenté entre 2021 et 2022 notamment du fait de recettes exceptionnelles dont des reprises sur provisions.

Les dépenses de fonctionnement, après la baisse constatée entre 2019 et 2020 / 2021, sont reparties à la hausse en 2022 avec une augmentation de la masse salariale combinée à une inflation plus importante qui a impactée le coût d'achat des matières premières mais également les dépenses liées aux fluides.

En ce qui concerne les recettes d'investissement, l'élément marquant reste la souscription de 10 M€ d'emprunt en 2022.

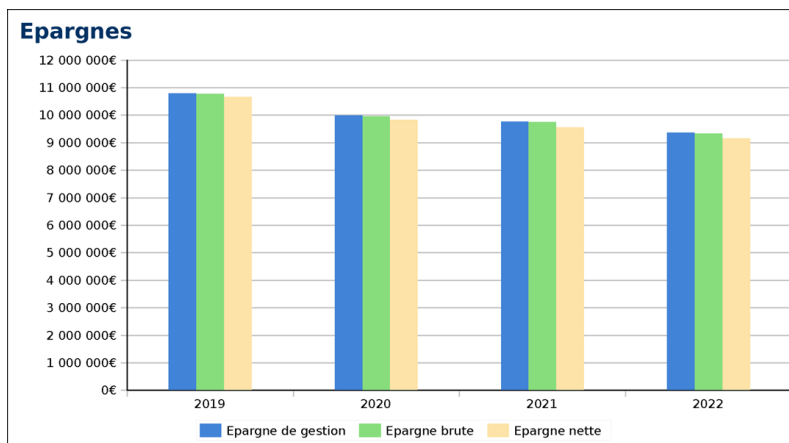
Enfin, les dépenses d'investissement se sont nettement accrues en 2022 passant de 8,6 M€ en 2021 à 18 M€ en 2022 marquant un tournant dans la volonté du Sdis à investir aussi bien sur son patrimoine bâti que pour son parc de véhicules ou les matériels nécessaires au bon fonctionnement du service dont les équipements numériques.

B. Les grands équilibres financiers et l'évolution des épargnes

	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	87 788 498	88 545 329	90 092 926	97 465 086
Epargne de gestion	10 792 342	9 983 639	9 765 024	9 360 136
Epargne brute	10 775 355	9 965 239	9 743 677	9 339 856
Taux d'épargne brute (en %)	12,29 %	11,26 %	10,83 %	9,61 %
Epargne nette	10 664 136	9 825 370	9 564 714	9 159 704

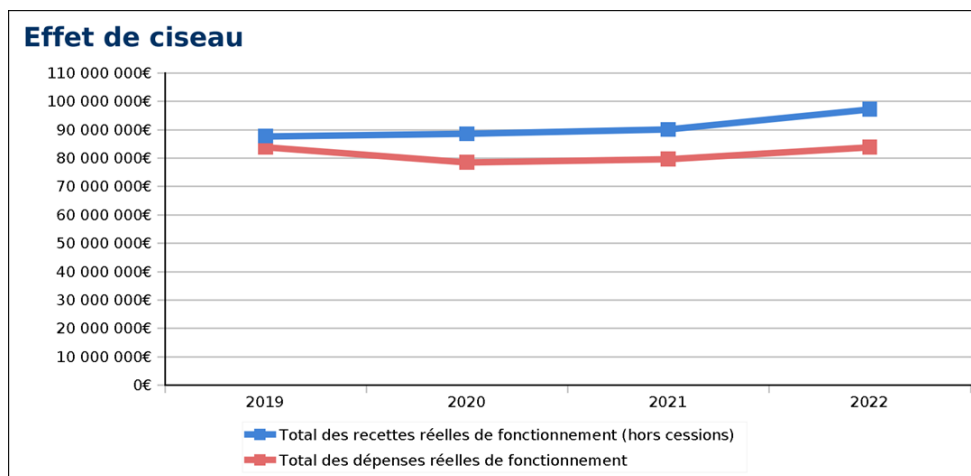
Du fait de l'endettement très faible du Sdis 76, la variation entre les différentes épargnes est marginale. Cette situation sera amenée à sensiblement évoluer à compter de l'exercice 2023 du fait des emprunts souscrits en 2022.

Malgré la légère baisse constatée entre 2019 et 2022, les niveaux d'épargnes restent assez stables sur la période.



C. L'effet ciseau

Aujourd'hui peu soumis à l'effet ciseau, le Sdis risque, dans les années à venir, de subir la forte augmentation de ses dépenses notamment de personnel, alors qu'il a actuellement pour volonté de limiter l'inflation appliquée au bloc communal dans le cadre des contributions appelées. De ce fait, les dépenses du Sdis devraient à l'avenir progresser plus rapidement que ses recettes et engendrer un effet ciseau non négligeable.



III. La situation à venir

Pour apprécier la situation budgétaire du Sdis 76, il convient d'envisager les ressources et charges prévisionnelles de notre établissement telles qu'elles se profilent actuellement tant en section de fonctionnement (A) que d'investissement (B).

A. Les perspectives de la section de fonctionnement

Pour s'assurer de pouvoir faire face à ses dépenses incompressibles (2) en lien avec le niveau de couverture opérationnelle, le Sdis poursuit sa démarche d'optimisation de ses recettes (1).

1. Les recettes de fonctionnement

Sur la période 2023 - 2026, les recettes de fonctionnement devraient évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
ATTENUATION DE CHARGES	796 959,00 €	808 870,00 €	808 870,00 €	808 870,00 €
PRODUITS DES SERVICES	2 496 487,00 €	2 992 728,00 €	2 997 855,00 €	3 017 857,00 €
AUTRES PARTICIPATIONS	89 244 549,00 €	92 552 552,00 €	95 516 939,00 €	96 798 752,00 €
Dont Contribution du Département	48 231 000,00 €	49 231 000,00 €	50 231 000,00 €	51 231 000,00 €
Dont Contribution du Bloc communal	38 824 789,00 €	40 183 669,00 €	41 148 056,00 €	41 929 869,00 €
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	140 902,00 €	- €	- €	- €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 195 832,00 €	1 039 444,00 €	1 095 298,00 €	393 959,00 €
OPERATIONS D'ORDRE	2 280 958,00 €	2 636 215,00 €	3 420 654,00 €	4 029 325,00 €
RECETTES	96 155 687 €	100 029 809 €	103 839 616 €	105 048 763 €

Sur la période envisagée, les recettes d'exploitation annuelles devraient globalement progresser de + 3 % en moyenne au regard du résultat prévisionnel 2023 et sur la base de la prévision d'inflation appliquée aux contributions selon le détail suivant :

	2024	2025	2026	2027	2028
Inflation projetée	3,50%	2,40%	1,90%	1,90%	1,90%

L'exercice 2023 s'est déroulé dans un contexte très particulier. L'économie encore fragile après la crise sanitaire a été fortement impactée par un contexte international sous tension. Ces événements ne sont pas sans conséquences sur l'inflation et les projections macroéconomiques.

Afin de disposer d'un scénario le plus objectif possible, les prévisions ont été élaborées sur la base des éléments décrits ci-dessus et restent donc à prendre avec précaution.

De plus, l'inflation intervient sur l'une des principales sources de financement de l'établissement : les contributions en provenance du bloc communal dont le montant global ne peut excéder le montant de l'exercice précédent augmenté de l'inflation constatée. Le Conseil d'administration fixe le niveau d'inflation chaque année.

Au cours de l'exercice 2024, le Service mènera une étude avec ses principaux financeurs visant à mettre en œuvre une accélération de la convergence en vue de tendre plus rapidement vers une contribution moyenne par habitant homogène au sein des contributeurs de la zone A.

En parallèle, la contribution du Département va évoluer annuellement de + 1 000 000 €. Ce soutien a été confirmé dans le cadre d'une nouvelle convention de partenariat signée le 4 avril 2023 pour la période 2023-2028.

Par ailleurs, l'ensemble des tarifs appliqués par le Service est réévalué chaque année par application de l'inflation. Au titre de l'année 2024, l'inflation principalement retenue est de 4,9%.

Enfin, le Service poursuit ses engagements auprès de ses partenaires institutionnels tels que les Grands Ports Maritimes du Havre et de Rouen ou dans le cadre des conventions avec le CHU de Rouen et le groupe hospitalier du Havre relatifs à la prise en charge des carences ambulancières.

Le partenariat avec le Centre Nucléaire de Production d'Electricité (CNPE) de Penly qui accueillera deux réacteurs EPR2 d'ici 2037 a été signé le 23 octobre 2023 et permettra de mettre en œuvre de la garde opérationnelle postée au sein du CIS de Dieppe.

Sur la période de projection, il a été tenu compte des possibles recettes ponctuelles qui pourraient être perçues en contrepartie des potentiels engagements de dépenses.

Les produits exceptionnels retracent principalement la reprise de provision établie dans le cadre du protocole syndical. Cette dernière s'éteint en 2026.

2. *Les dépenses de fonctionnement*

Sur la période 2023-2026, les dépenses de fonctionnement devraient évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
CHARGES A CARACTERE GENERAL	13 866 956 €	14 438 360 €	14 858 796 €	15 274 907 €
FRAIS DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	75 422 052 €	79 752 543 €	80 014 793 €	81 461 534 €
AUTRES CHARGES COURANTE	1 289 883 €	1 398 439 €	1 628 247 €	1 638 681 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	45 260 €	22 350 €	18 100 €	18 100 €
DOTATIONS AUX PROVISIONS	0 €	0 €	0 €	0 €
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0 €	0 €	0 €	0 €
DIFFERENCES SUR REALISATIONS POSITIVES	0 €	0 €	0 €	0 €
CHARGES FINANCIERES	360 853 €	285 846 €	308 727 €	458 727 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	8 431 407 €	9 567 019 €	10 142 994 €	10 796 382 €
DEPENSES	99 416 411 €	105 464 557 €	106 971 657 €	109 648 331 €

Au regard de la situation économique et de l'inflation sur les matières premières, le Sdis 76 veille à contenir ses dépenses tout en restant attentif à l'évolution de certains postes sous tension.

Si l'inflation constatée est projetée pour les recettes, les postes de dépenses connaissent également des évolutions contrastées en lien avec les variations de prix et la mise en œuvre de dispositions réglementaires.

Sur la période envisagée, les dépenses d'exploitation annuelles devraient globalement progresser en moyenne de + 3,43 % au regard du résultat prévisionnel 2023.

L'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

a) Les charges à caractère général

Les charges à général retracent les dépenses majoritairement dites incompressibles de l'établissement. Elles portent sur les achats de matières premières et de fournitures, de carburants, d'énergie ou encore de prestations d'entretien et de maintenance qui connaissent des variations de prix aléatoires.

Pour autant, une attention particulière sera portée de manière à respecter la sobriété énergétique nécessaire et faire évoluer les comportements. Le Sdis 76 s'est inscrit dans cette démarche à travers le respect des températures maximales dans les bâtiments, la gestion des éclairages dans les bureaux, la mise en place du télétravail, du covoiturage et du forfait mobilités durables. De plus, jusqu'à présent, l'établissement a pu contenir les impacts tarifaires grâce aux investissements mis en œuvre en matière d'économie d'énergie et de développement durable.

Ainsi à ce stade, les évolutions de prix en matière d'énergie (gaz et électricité) constatées entre 2022 et 2023 ont été de +55% et ce malgré l'application du bouclier tarifaire.

S'agissant des matières premières, ces dernières connaissent des évolutions de prix exponentielles notamment dans le cadre des travaux immobiliers.

Pour maîtriser une partie de ses coûts, le Service entend poursuivre le développement des coopérations engagées avec le Conseil Départemental (commande publique, formations....) à l'avenir et les mutualisations dans le cadre des groupements de commande notamment avec la Zone Ouest et les Sdis Normands.

Pour autant, même si le Service s'astreint à maîtriser ce chapitre, les évolutions constatées et les incertitudes sur les perspectives à venir rendent complexes les projections pluriannuelles.

A ce stade, et au regard de ces éléments, les perspectives 2024 sur ce chapitre évoluent de plus de 4 % au regard des réalisations 2023 et de 3.38 % en moyenne par an sur la période 2023-2026.

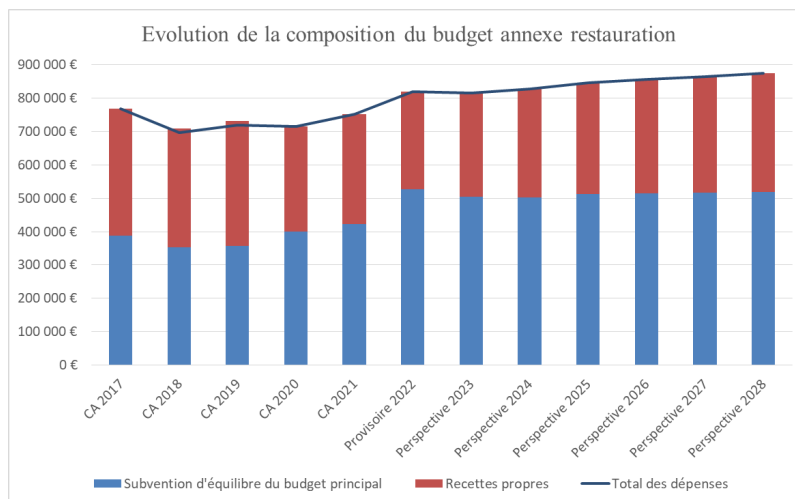
b) Autres charges

Les autres charges couvrent dorénavant majoritairement les dépenses relatives aux droits d'utilisation des accès logiciels. Le marché informatique tend depuis quelques années vers un accès aux services plutôt que de l'acquisition de logiciels.

Ce chapitre traite également de la subvention d'équilibre de budget annexe restauration pour en moyenne 543 K€ sur la période.

Ce budget connaît également les fluctuations liées à l'inflation sur les produits alimentaires.

Par ailleurs, le budget annexe a été impacté au même titre que le budget principal, par les évolutions réglementaires sur les charges de personnel et intègre des renforts ponctuels pour faire face à des surcroits d'activité en lien avec les arrêts des agents.



B. La gestion du personnel

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de la section de fonctionnement et représentent ainsi plus de 75 % des dépenses de fonctionnement.

Comme les exercices précédents, elles restent sujettes à la fois à des contraintes externes mais aussi à des décisions de gestion, dont les effets se font ressentir en année pleine dès 2023.

Ce chapitre affiche une progression de plus de 9 % de budget primitif à budget primitif. Néanmoins, compte tenu des ajustements budgétaires opérés en 2023, l'évolution prévisionnelle 2024 s'établirait à + 5,65% soit + 4,3 M€.

De plus, depuis 2022, le Sdis 76 a entrepris de renforcer ses effectifs sur les 7 années à venir. En effet, l'objectif du Sdis 76 est d'accroître progressivement les effectifs des unités opérationnelles à hauteur de 15 sapeurs-pompiers professionnels (SPP) et un emploi support par an.

Cet objectif partagé avec les représentants du personnel constitue un objectif ambitieux qui permettra à terme de disposer d'un niveau d'effectifs adapté à un Sdis de catégorie A.

Parallèlement, le Département de la Seine-Maritime dispose de particularités en matière de risques. La Seine-Maritime constitue notamment le premier département de France en matière de risques industriels, dispose des deux ports maritimes (Le Havre et Rouen) et trois ports de plaisance (Dieppe, Fécamp et Le Tréport). Elle se situe au premier rang français pour le raffinage du pétrole et de l'industrie de lubrifiants. Enfin, elle dispose également de deux centrales nucléaires dont l'une d'elle accueillera d'ici à 2037 deux nouveaux EPR.

Aussi en lien avec EDF, un partenariat a été mis en œuvre pour permettre de disposer d'une réponse opérationnelle adaptée à l'activité du territoire. Celle-ci devra être active en 2024 nécessitant un démarrage des travaux préparatoires courant 2023.

Dans le cadre de ce partenariat, le Sdis 76 a initié, dès 2023, une augmentation des effectifs sur le Centre d'incendie et de secours (Cis) de Dieppe pour couvrir la centrale de Penly, soit, à terme, 29 sapeurs-pompiers supplémentaires dont 1 officier coordinateur.

La campagne de promotion du volontariat pourra également à terme porter ses fruits et permettre de renforcer les effectifs de sapeurs-pompiers volontaires.

D'autre part, ce chapitre tient compte des évolutions réglementaires en faveur du personnel notamment :

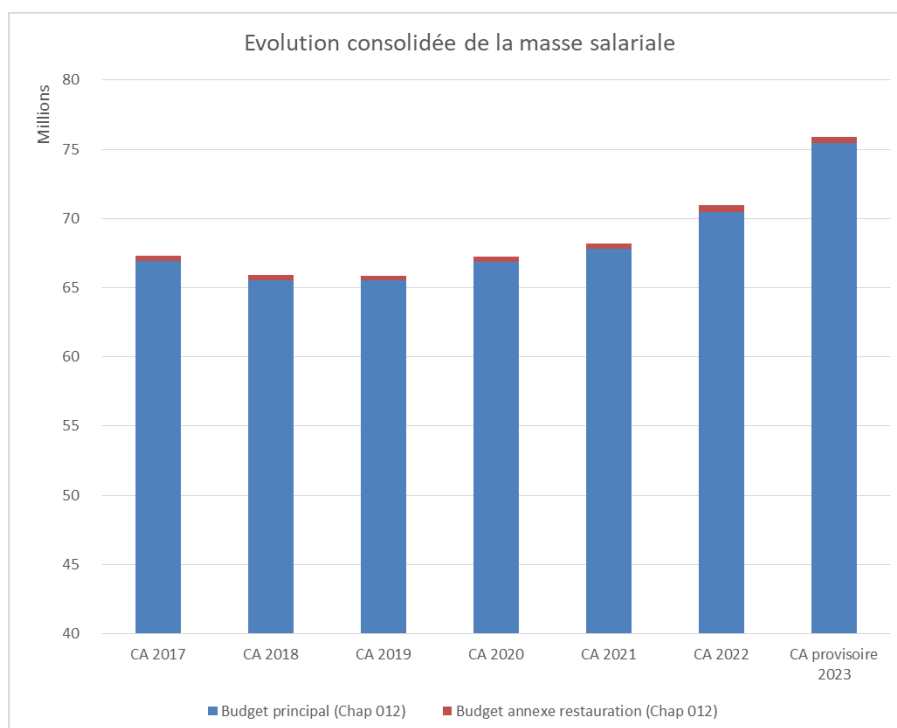
- l'évolution du point d'indice,
- l'évolution du taux horaire des indemnités de sapeur-pompier volontaire,
- l'évolution de l'indemnité à la hausse de la NPFR des sapeurs-pompiers volontaires,
- la revalorisation du SMIC,
- la revalorisation des grilles indiciaires.

Le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) a été augmenté en 2023 de 1,5% pour s'assurer du parallélisme de traitements les sapeurs-pompiers professionnels pour lesquels l'évolution du point d'indice se répercute sur le régime indemnitaire.

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2023, la valeur faciale du titre-restaurant est portée à 8,10 €, contre 6,75 € avec une participation du Service à hauteur de 50 %.

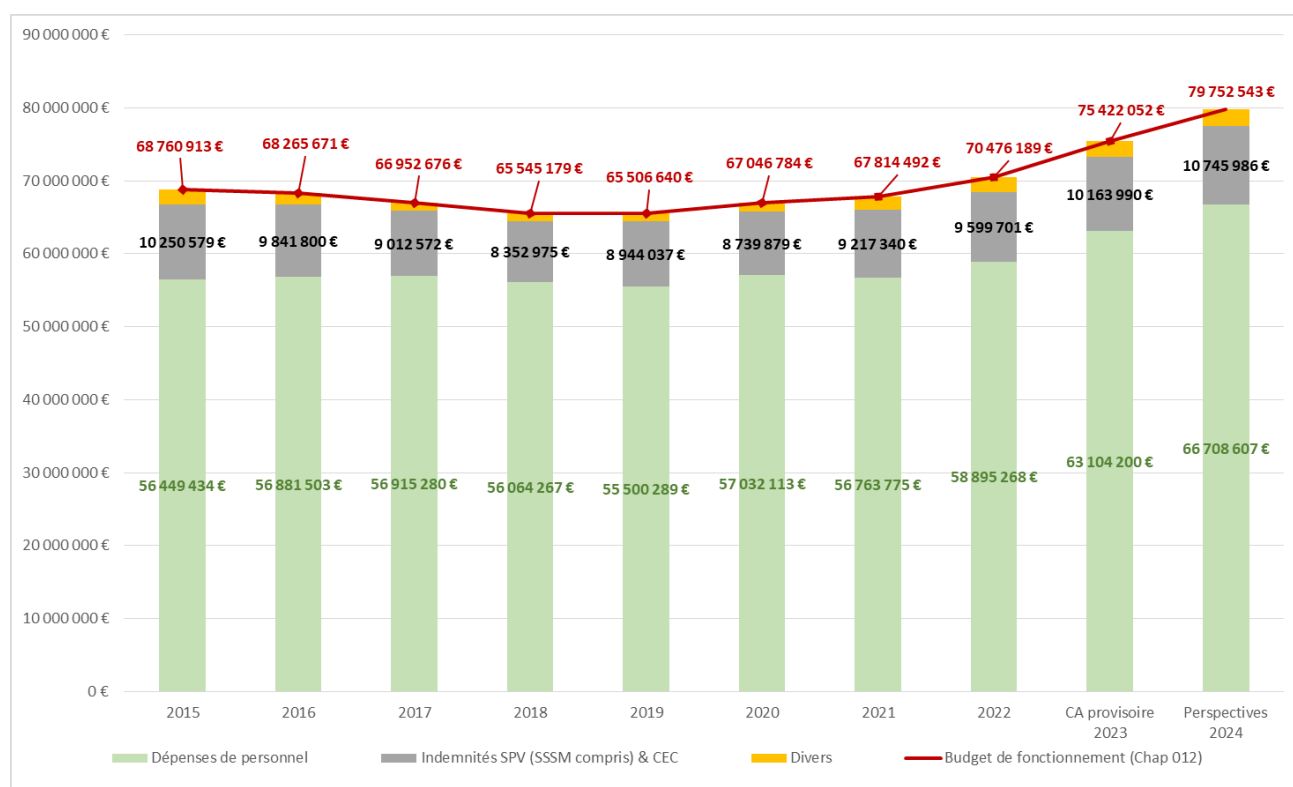
1. L'évolution de la masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :



Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

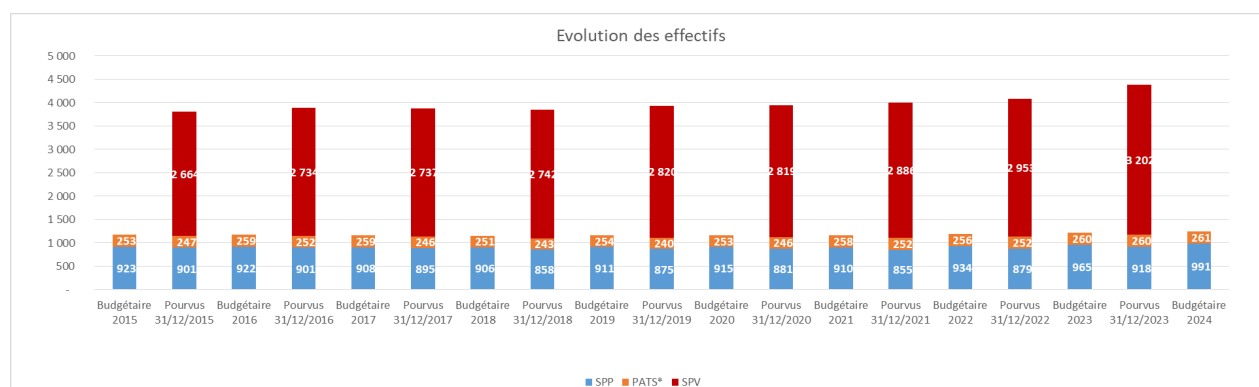
L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



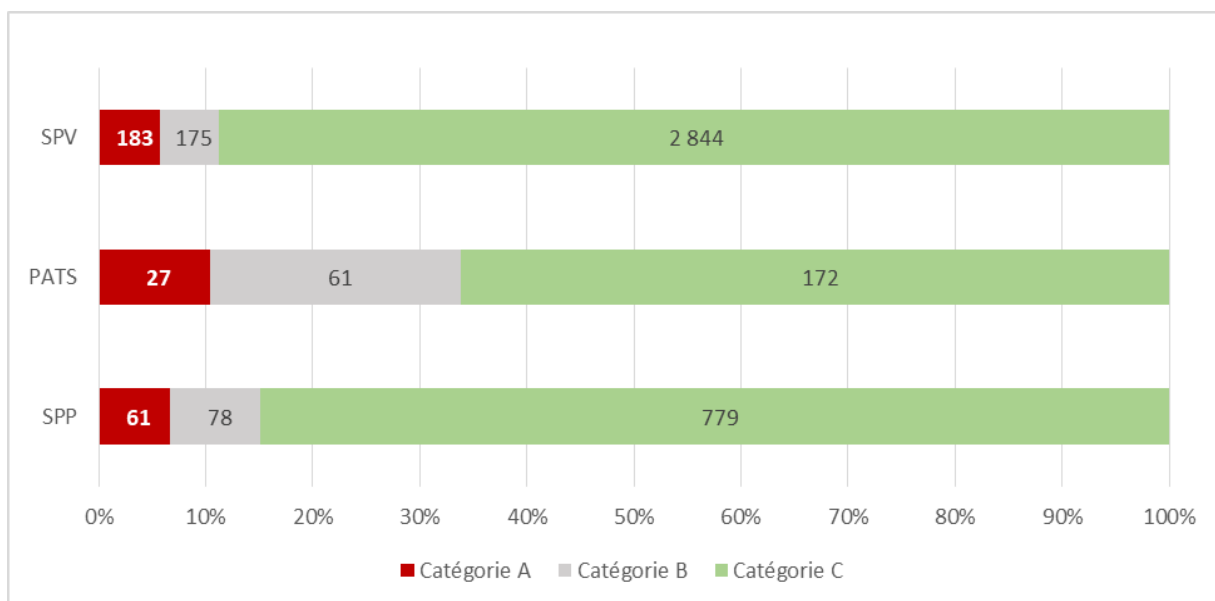
2. L'évolution des effectifs

L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	projection 2024
Postes budgétaires	1 176	1 181	1 167	1 157	1 165	1 168	1168	1190	1225	1252
Postes pourvus	1 148	1 153	1 141	1 101	1 115	1127	1107	1131	1178	1192
Taux d'occupation des postes au 31/12	97,62%	97,63%	97,77%	95,16%	95,71%	96,49%	94,78%	95,04%	96,16%	95,21%



Au 31 décembre 2023, la composition des effectifs, par catégorie, se présente de la manière suivante :

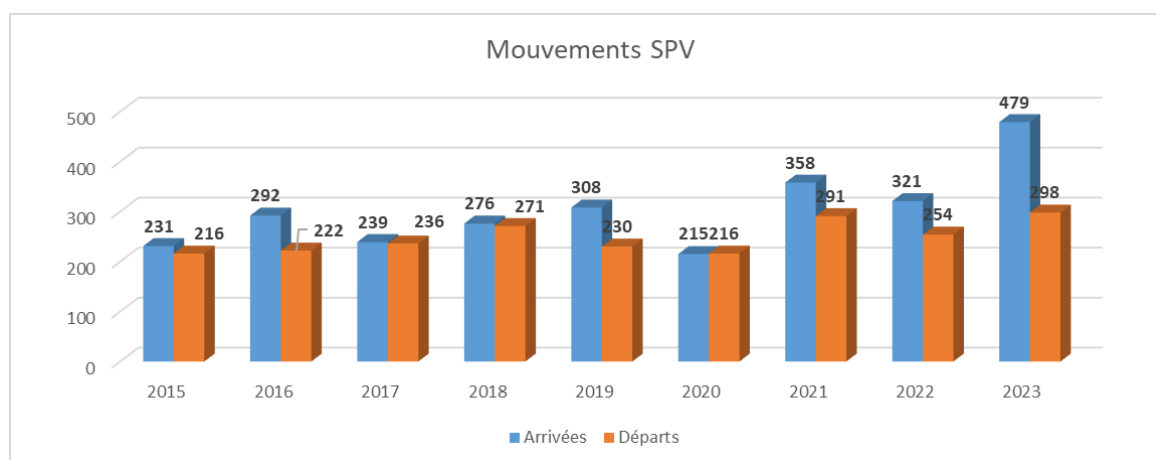


	2023	2022 <i>Pour mémoire</i>
Catégorie A	271	300
Catégorie B	314	275
Catégorie C	3 795	3 509

Les sapeurs-pompiers volontaires

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de SPV	2 664	2 734	2 737	2 742	2 820	2 869	2 886	2 953	3202
Evolution annuelle	1,76%	2,63%	0,11%	0,18%	2,84%	1,74%	0,59%	2,32%	8,43%
Evolution cumulée	3,94%	6,67%	6,79%	6,98%	10,03%	11,94%	12,60%	15,22%	24,93%

Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :



3. Le logement des agents

Depuis le 1^{er} février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre. Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sureté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien.

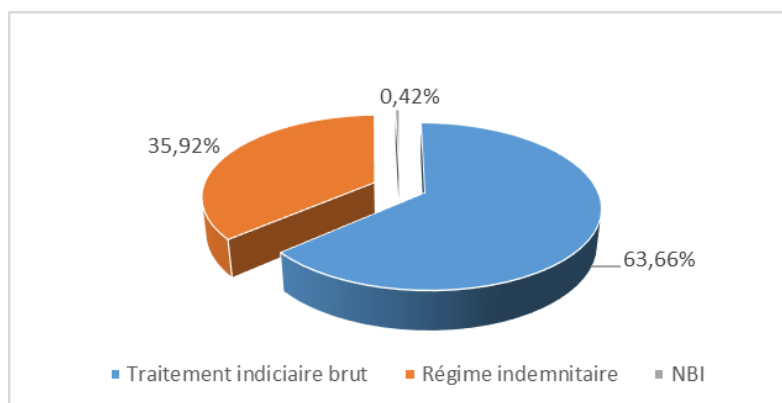
Depuis le 1^{er} janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquittent également du paiement des fluides et des charges afférentes aux logements concédés.

Lors du Conseil d'administration du 16 novembre dernier, le logement par nécessité de service a été étendu de manière à constituer un vecteur d'attractivité sur le territoire pour les candidats officiers de sapeurs-pompiers professionnels du cadre d'emplois des lieutenants ou du grade de capitaine dans le cadre d'un premier poste. Ce dispositif est mis en place à partir du 1^{er} janvier 2024 pour un maximum de 10 agents.

4. Les éléments de rémunération

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des personnels, hors charges patronales, au 31 décembre 2023 se présente comme suit :

	GLOBAL
Traitement indiciaire brut	28 564 806,82 €
Régime indemnitaire	16 120 270,70 €
NBI	188 425,86 €
TOTAL	44 873 503,38 €



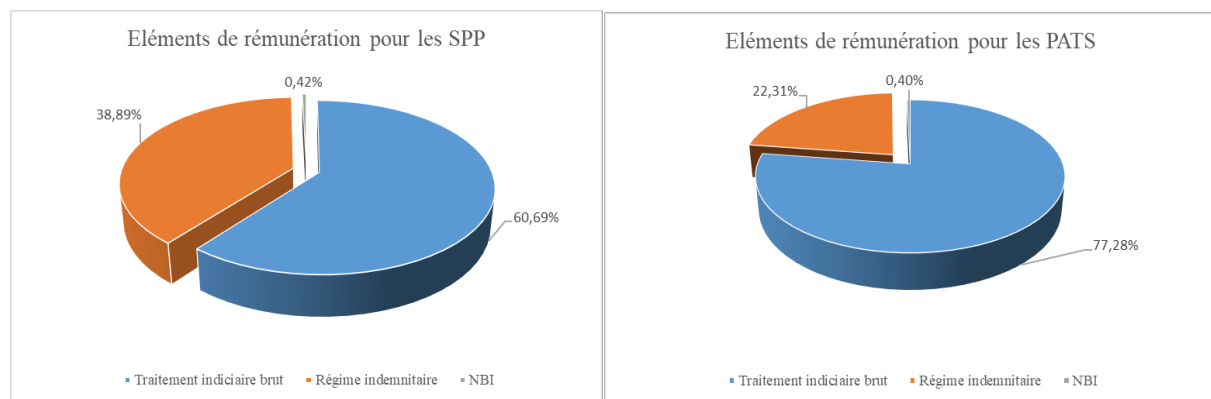
La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des SPP au 31 décembre 2023 se décompose comme suit :

	SPP			
	A	B	C	TOTAL
Effectifs moy annuels payés	62	72	779	913
Traitement indiciaire brut	2 331 222,28 €	1 953 071,30 €	18 081 382,78 €	22 365 676,36 €
Régime indemnitaire	2 008 111,55 €	1 537 276,63 €	10 785 009,49 €	14 330 397,67 €
NBI	7 617,65 €	- €	148 450,05 €	156 067,70 €
TOTAL SPP	4 346 951,48 €	3 490 347,93 €	29 014 842,32 €	36 852 141,73 €

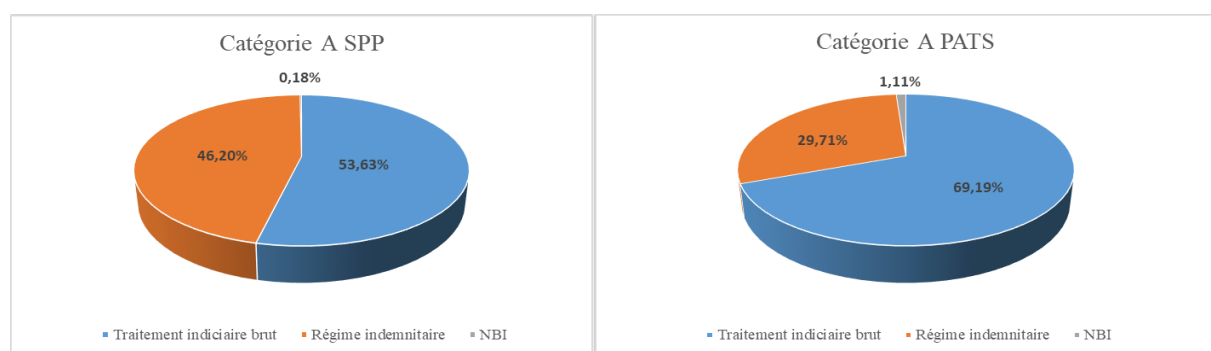
NB : la prime de feu est intégrée dans le régime indemnitaire des SPP.

	PATs			
	A	B	C	TOTAL
Effectifs moy annuels payés	25	61	172	258
Traitement indiciaire brut	758 876,88 €	1 527 450,59 €	3 912 802,99 €	6 199 130,46 €
Régime indemnitaire	325 818,04 €	557 286,04 €	906 768,95 €	1 789 873,03 €
NBI	12 133,75 €	17 000,99 €	3 223,42 €	32 358,16 €
TOTAL PATs	1 096 828,67 €	2 101 737,62 €	4 822 795,36 €	8 021 361,65 €

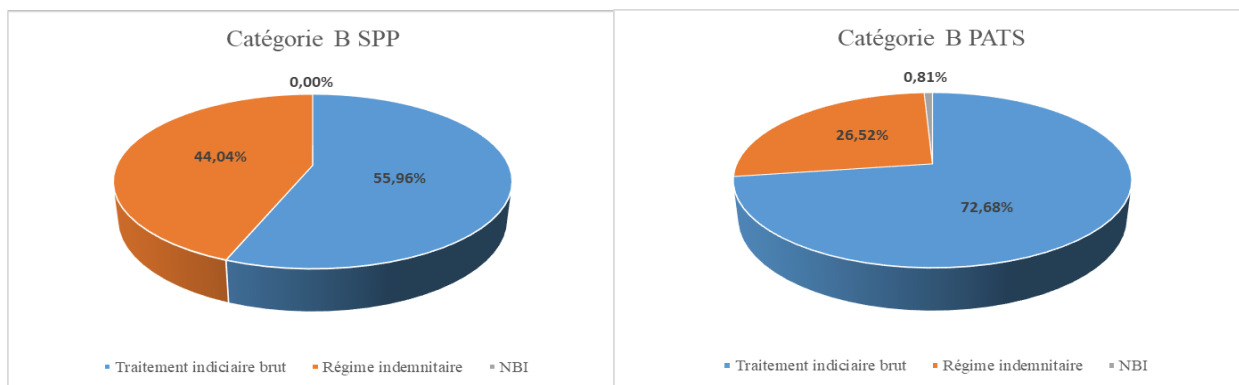
La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des PATs au 31 décembre 2023 se décompose comme suit :



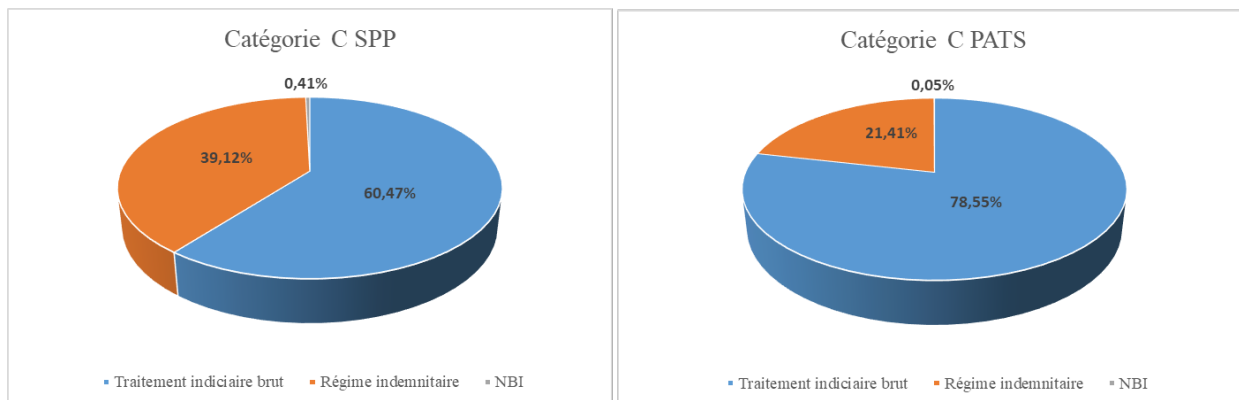
Selon la catégorie et la filière d'appartenance, la rémunération des personnels est décomposée comme suit :



Rémunération annuelle brute moyenne de 70 K €	Rémunération annuelle brute moyenne de 43 K €
Rémunération annuelle brute moyenne de la catégorie A : 57 K€	



Rémunération annuelle brute moyenne de 48,5 K €	Rémunération annuelle brute moyenne de 34,2 K €
Rémunération annuelle brute moyenne de la catégorie B : 41,3 K€	



Rémunération annuelle brute moyenne de 37 K €	Rémunération annuelle brute moyenne de 28 K €
Rémunération annuelle brute moyenne de la catégorie C : 32,5 K€	

5. Le temps de travail

Conformément à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (art 47), le Conseil d'administration du Sdis a délibéré le 16 novembre dernier sur le temps de travail applicable aux Personnels Administratifs et Techniques Spécialisés avec les objectifs suivants :

- Suppression des régimes dérogatoires de travail plus favorables ;
- Retour obligatoire aux 1607h annuelles.

Tout en maintenant la possibilité de réduire cette durée pour tenir compte des sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles qui en résultent.

Ainsi, la durée annuelle de travail a été portée à 1607 heures (1600 heures plus 7 heures au titre de la journée de solidarité) de temps de travail effectif à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le décompte des 1 607 heures s'établit comme suit :

	Actuellement	Réglementaire	Différence
Congés annuels	28	25	+3
ARTT (pour 37h30 hebdo)	10	15	-5
Journées Président	2	0	+2
Ancienneté	0 à 7	0	0 à +7
Solidarité	0	-1	-1
Total	40 à 45	39	

Les différents cycles proposés aux agents sont décrits ci-après :

Durée hebdomadaire	35 h 20 sur 5 jours	37 h 50 sur 5 jours	39 h 20 sur 5 jours	37 h 50 sur 4,5 jours	39 h 20 sur 4,5 jours	35 h 00 sur 4 jours *
Durée journalière	7 h 04	7 h 34	7 h 52	8 h 24	8 h 44	8 h 47
CA	25	25	25	22.5	22.5	20
ARTT	0	15	23	15	23	0
Journée solidarité	0	0	0	0	0	0
Repos	0	0	0	23.5	23.5	50.5
Fermeture adm (ascension)	0	0	0	0	0	A compenser selon le jour non travaillé**
Total	25	40	48	61	69	69.5 ou 70.5

De plus, l'exigence des 1607 heures est assouplie pour les emplois soumis à des sujétions particulières telles que le travail en équipe cyclée, de nuit, en horaires décalés, le week-end, et le travail pénible et dangereux.

Pour compléter ces dispositions, le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels sera présenté au Conseil d'administration du 25 janvier 2024.

C. Les perspectives de la section d'investissement

La section d'investissement est, par nature, celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine. Elle retrace les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Ces dépenses sont financées par les ressources propres de l'établissement, par l'emprunt, des subventions et de l'excédent résultant de soldes positifs antérieurs cumulés.

1. Les recettes d'investissement

INVESTISSEMENT	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
AMORTISSEMENT DES DEPENSES	8 431 407 €	9 567 019 €	10 142 994 €	10 796 382 €
FCTVA	2 692 518 €	2 635 923 €	4 417 881 €	4 523 531 €
SUBVENTIONS	4 039 164 €	4 082 059 €	4 069 101 €	3 557 415 €
EMPRUNTS NOUVEAUX	0 €	0 €	5 000 000 €	5 000 000 €
OPERATIONS D'ORDRE PATRIMONIALES	45 769 €	415 000 €	150 000 €	150 000 €
RECETTES	15 208 858 €	16 700 001 €	23 779 976 €	24 027 328 €

Outre, l'autofinancement obligatoire via la dotation aux amortissements et le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), les recettes d'investissement constituent le reflet de l'ensemble de la stratégie de financement mise en œuvre par l'établissement.

En 2016, le Sdis 76 déployait la Nouvelle Politique Immobilière au travers de 12 priorités selon un dispositif de financement porté par le Département, le bloc communal par la fourniture du terrain et/ou un apport financier ; le solde restant à la charge de l'établissement.

Depuis la politique immobilière s'est élargie au territoire de la Métropole de Rouen.

Ainsi, toujours soutenu par le Département, la Métropole Rouen Normandie et les communes qui la constituent vont contribuer à l'évolution de la couverture opérationnelle de la Métropole rouennaise.

De plus, soucieux d'accroître son soutien aux investissements du Sdis, le Département pourra accorder annuellement une subvention ne pouvant excéder 1 M€, hors politique immobilière.

Par ailleurs, le Service a impulsé une dynamique de recherche de financements externes dans le cadre de ses futurs projets en explorant, de manière non exhaustive, le Fonds Vert, les Fonds Région ou encore FEDER. Certains projets immobiliers sont d'ores et déjà identifiés comme pouvant être éligibles aux subventions de l'Ademe. Outre, les subventions d'équipement, le Service va également œuvrer pour inciter au mécénat d'entreprises.

Les financements de l'Etat via les pacte et contrat capacitaires pourront être intégrés en cours d'exercice venant ainsi augmenter les capacités à investir de l'établissement.

2. Les dépenses d'investissement

Ce dernier travaille actuellement à l'élaboration de son nouveau plan pluriannuel d'équipement (PPE).

En matière d'investissement, les enjeux impactant pour le Sdis 76 peuvent se résumer autour de 4 axes :

- le parc matériel : le Sdis 76, issue de la départementalisation du 1^{er} janvier 2000 doit poursuivre le renouvellement des parcs matériels dont les amortissements techniques et financiers seront atteints d'ici 2028,
- le numérique : assurer la sécurité numérique de l'établissement face aux risques de cyberattaque,
- la structure nationale d'accueil du système de gestion opérationnel (SGO), NexSIS, pilotée par l'agence du numérique de la sécurité civile (ANSC) : le Service doit se préparer au basculement de notre système de gestion opérationnelle vers un système d'information et de commandement unifié des Sdis,
- la politique immobilière : le Sdis 76 doit maintenir sa politique immobilière notamment pour atteindre la sobriété énergétique nécessaire à l'exploitation de nos bâtiments.

INVESTISSEMENT	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
AMORTISSEMENTS DES RECETTES	2 280 958,00 €	2 636 215,00 €	3 420 654,00 €	4 029 325,00 €
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	673 020,00 €	749 233,00 €	750 459,00 €	981 461,00 €
DEPENSES DIVERSES HORS AP	3 626,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €
DEPENSES DU PPE	9 037 863 €	10 163 991 €	8 128 364 €	7 246 334 €
DEPENSES IMMOBILIERES	7 030 919 €	9 222 258 €	10 696 079 €	11 051 594 €
DEPENSES DU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	16 068 782 €	19 386 249 €	18 824 443 €	18 297 928 €
TRAVAUX EN REGIE	0 €	0 €	0 €	0 €
OPERATIONS D'ORDRE PATRIMONIALES	45 769 €	415 000 €	150 000 €	150 000 €
RESTES A REALISER	0 €	0 €	0 €	0 €
DEPENSES	19 072 155 €	23 211 697 €	23 170 556 €	23 483 714 €

Sur la période, l'effort d'investissement annuel moyen est de l'ordre de 18 M €.

IV. Une vision pluriannuelle des crédits

A. Le plan pluriannuel d'équipement (PPE)

Le Sdis 76 doit construire son nouveau Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE), le précédent étant élaboré sur quatre exercices pour la période 2019-2022 et couvrant à la fois les besoins, matériels opérationnels et non opérationnels et les matériels roulants pour un volume financier de 19 M€.

Le nouveau PPE prévoit une planification des investissements sur 4 exercices, pour la période 2024-2028.

Complément des investissements couverts par l'ancien plan pluriannuel d'équipement, il intègre les investissements liés au reconditionnement des matériels roulants (maintenances lourdes et aménagements) décliné précédemment dans une autorisation de programme spécifique. Il est notamment marqué par des besoins en investissements notables, notamment par le renouvellement réglementaire de l'ensemble du parc d'Appareils Respiratoires Isolants, ou l'arrivée à la date d'amortissement techniques d'engins lourds. Ce plan prévoit également l'intégration de fonds dédiés à l'innovation technologique, permettant à notre établissement d'être en ordre de marche pour répondre aux enjeux de demain.

En première intention, le travail de préparation budgétaire a été élaboré en intégrant les investissements obligatoires pour renouvellement, et vise à réduire le nombre d'engin dépassant leur date d'amortissement technique. Ceci, en vue d'anticiper le prochain PPE, lui aussi marqué par des investissements lourds notamment le renouvellement planifié de 33 Fourgons pompe-tonne (FPT) et 17 Echelles pivotantes semi-automatique (EPSA).

Néanmoins, les éventuels décalages de projets ou les non-réalisations pourront permettre, dans le cadre de décisions modificatives, de venir abonder le PPE, notamment en ajustant les investissements liés aux matériels roulants et/ou en procédant à des investissements de textes règlementaires en rapport avec la sécurité des personnels.

Par ailleurs, des opportunités de dotations d'Etat (annonces du Président de la République en matière de financement de la Sécurité Civile), de financements externes (subventions d'équipement, mécénat) pourraient permettre d'étendre la trajectoire du PPE.

Ainsi, des opportunités de financements externes permettent au Service de faire renouveler ou faire l'acquisition d'engins lourds. Ainsi, le pacte capacitaire mis en œuvre par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de Crises (DGSCGC), pour la période 2023-2026, permet le financement, à hauteur de 50%, de 8 CCFM, 3 CCGC et 2 VHRL sur la période.

Ces dotations de l'Etat, qui s'élève à 1,631 M€, visent à renforcer les moyens capacitaires de prévention et de lutte contre les feux de forêt et d'espaces naturels à l'échelle de la zone de défenses et de sécurité.

La DGSCGC a également attribué des financements dans le cadre du contrat capacitaire interministériel dans le but de permettre un renforcement des capacités NRBC du Sdis 76. Le financement s'établit à hauteur de 100% des dépenses HT engagées, soit 300K€ dont l'encaissement interviendra à réception des matériels courant 2024.

B. Le programme d'investissement immobilier

Le Sdis 76 poursuit sa dynamique de programmation en matière immobilière.

Des partenariats en matière immobilière se sont concrétisés au cours de l'année 2022. Ainsi, outre la Nouvelle politique immobilière (NPI) mise en œuvre depuis 2016, le partenariat avec la Métropole Rouen Normandie a été acté lors du Conseil d'administration du 24 février 2022.

En vue d'optimiser la réponse opérationnelle sur le territoire de la Métropole rouennaise, cinq opérations ont été identifiées comme prioritaires dont la programmation se traduit ainsi :

- Cis de Duclair, (déjà prévu dans la NPI 2017-2027)
- Cis Le Grand-Quevilly,
- Cis de Sotteville-Lès-Rouen,
- Cis de Saint Martin-de-Boscherville,
- Cis au Nord de l'agglomération rouennaise.

L'ensemble des différents projets de réhabilitation, constructions ou reconstructions tant issus de la première phase de la NPI que sur le territoire de la métropole de Rouen sont programmés.

Les dépenses relatives à la NPI progressent à concurrence de l'évolution des différents chantiers. Il est possible de noter le démarrage des travaux de Bosc le Hard et de Malaunay-Montville.

De plus, dans le cadre du partenariat avec la Métropole Rouen Normandie et le Conseil départemental, le Service a pu lancer les opérations de Grand-Quevilly, Sotteville-Lès-Rouen et de Saint-Martin-de-Boscherville.

Le programme d'investissement proposé visera également à répondre aux enjeux de formation, de modernisation et de résilience opérationnelle. De plus, les travaux donnant lieu à des « petites » réhabilitations et des travaux d'amélioration des conditions de travail dans les bâtiments du Sdis 76 sont également intégrés dans les prévisions 2024.

Un audit bâtiminaire 360° va être lancé début 2024 afin de préparer les orientations à venir après 2028.

Enfin, dans le cadre du rapprochement du Sdis et des associations agréées de la sécurité civile, une maison départementale de la sécurité civile va être construite sur la commune de Malaunay. Elle rassemblera l'ensemble des acteurs de la sécurité civile. L'investissement initial de ce projet est financé par l'Etat, le département, la métropole Rouen Normandie et le Sdis 76.

V. Une stratégie de financement adaptée aux enjeux futurs de l'établissement

Au regard des volumes financiers projetés, le Service va devoir redéfinir sa stratégie financière y compris en section de fonctionnement. Celle-ci devra nécessairement tenir compte des engagements mutuels formalisés dans la nouvelle convention de partenariat avec le Conseil départemental pour la période 2023-2028.

A. Des dépenses autofinancées

Sur la base des prévisions énoncées, le solde de la section de fonctionnement s'établit comme suit :

	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-3 212 724 €	-5 434 748 €	-3 132 041 €	-4 599 568 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	19 292 827 €	16 080 103 €	10 645 355 €	7 513 314 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	16 080 103 €	10 645 355 €	7 513 314 €	2 913 746 €

Pour les années à venir, le Sdis devra veiller à ce que l'excédent de fonctionnement dégagé permette la couverture des dépenses d'amortissement nettes du patrimoine, et assurer l'équilibre réel de ses budgets votés au sens de l'article L.1612-4 du CGCT.

A la lecture des premiers éléments, les prévisions d'excédents apparaissent en première lecture comme conséquents. Néanmoins, ils doivent obligatoirement couvrir le déficit prévisionnel de la section d'investissement.

De plus, le Service doit pouvoir dégager une capacité de désendettement suffisante pour poursuivre ses projets.

B. Le solde de la section d'investissement

	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-3 863 297 €	-6 511 696 €	609 420 €	543 614 €
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	15 300 167 €	11 436 870 €	4 925 174 €	5 534 594 €
RESTE SUR EXCEDENT D'INVESTISSEMENT	11 436 870 €	4 925 174 €	5 534 594 €	6 078 208 €

Sur la base des éléments planifiés, le Service devrait consommer ses excédents d'investissement et laisser apparaître un besoin de financement à couvrir impérativement par la section de fonctionnement à partir de 2024.

Ainsi, sur la période considérée, les prévisions d'excédent global disponible s'établissent comme suit :

	CA provisoire 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
EXCEDENT GLOBAL DISPONIBLE	27 516 973 €	15 570 529 €	13 047 908 €	8 991 954 €

Pour répondre au financement de son Plan pluriannuel d'investissement (PPI), qui demeure ambitieux, le Sdis 76 pourrait avoir recours à l'emprunt.

Toutefois, le Service se donne la contrainte d'assurer un niveau d'emprunt soutenable pour la structure à terme au travers de 2 objectifs :

- Maintenir une capacité de désendettement de 5 ans et sans qu'elle puisse excéder les 10 ans. Cette cible permet également de rester « compétitif » pour les établissements prêteurs.
- Cadencer les tirages au gré des décaissements des projets et du contexte financier attractif.

La trajectoire de l'établissement dépendra aussi des engagements mutuels établis entre le Sdis 76 et le Conseil départemental.

En effet, l'implication du Conseil départemental nécessite pour l'établissement de respecter la trajectoire et les perspectives développées.

Ainsi, de la bonne exécution budgétaire dépendra l'atteinte des objectifs qui seront mis en exergue dans la convention de partenariat.

C'est pourquoi, le Groupement finances portera une attention particulière au suivi de l'exécution budgétaire des groupements et services.

L'objectif est de disposer d'une meilleure lisibilité sur l'évolution de la consommation des crédits à travers, notamment, la planification des marchés à lancer sur l'année, les rencontres mensuelles avec les gestionnaires de crédits.

Ce travail permettra d'affiner les prévisions tant en fonctionnement qu'en investissement sur l'exercice en cours et sur les perspectives pluriannuelles qui en découlent.

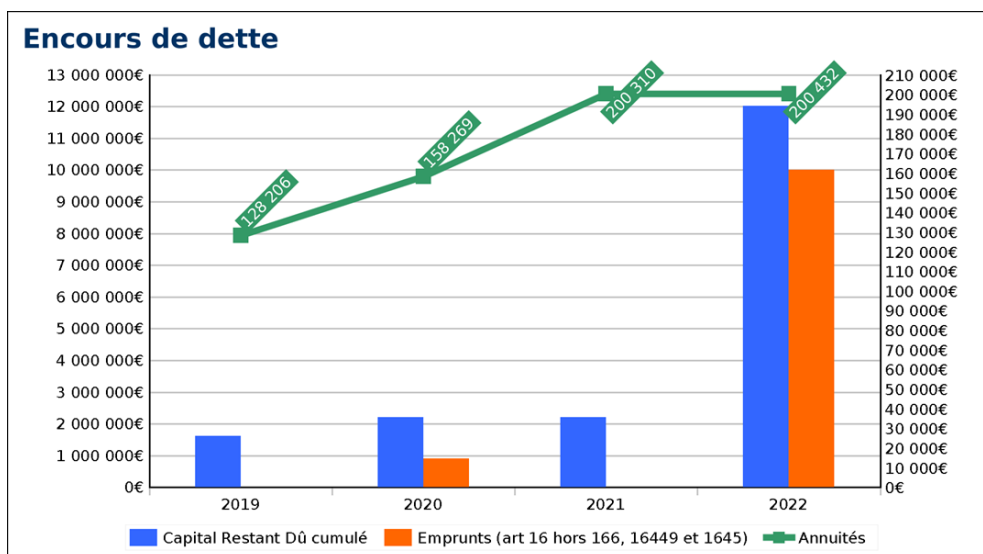
Ainsi l'actualisation de la prospective financière constituera la base du dialogue de gestion avec le Département.

C. La stratégie d'endettement

1. La situation actuelle

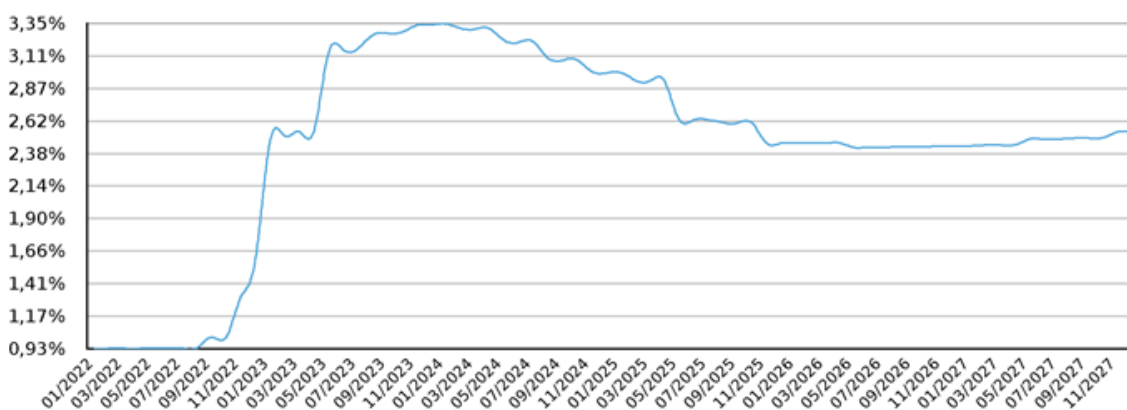
La situation de la dette du Sdis est actuellement la suivante :

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
11 354 526.92 €	3,35 %	16 ans et 1 mois	8 ans et 2 mois	7



Avec 7 contrats d'emprunt en cours et un taux moyen de 3,35%, le Sdis 76 est aujourd'hui peu endetté et à des conditions avantageuses notamment compte-tenu de l'évolution annuelle des taux projetés indiquée ci-dessous.

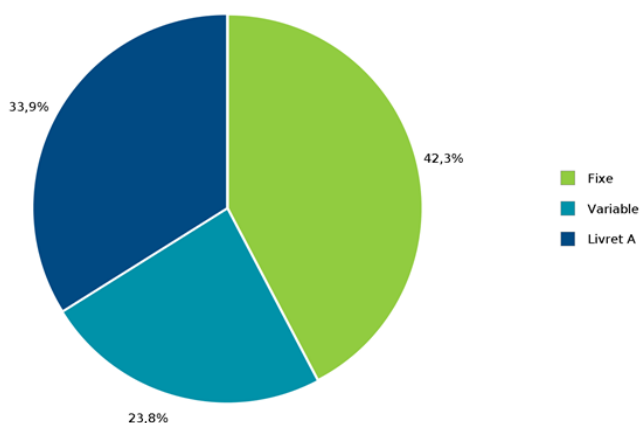
Evolution annuelle du taux moyen (en %)



2. La répartition de la dette

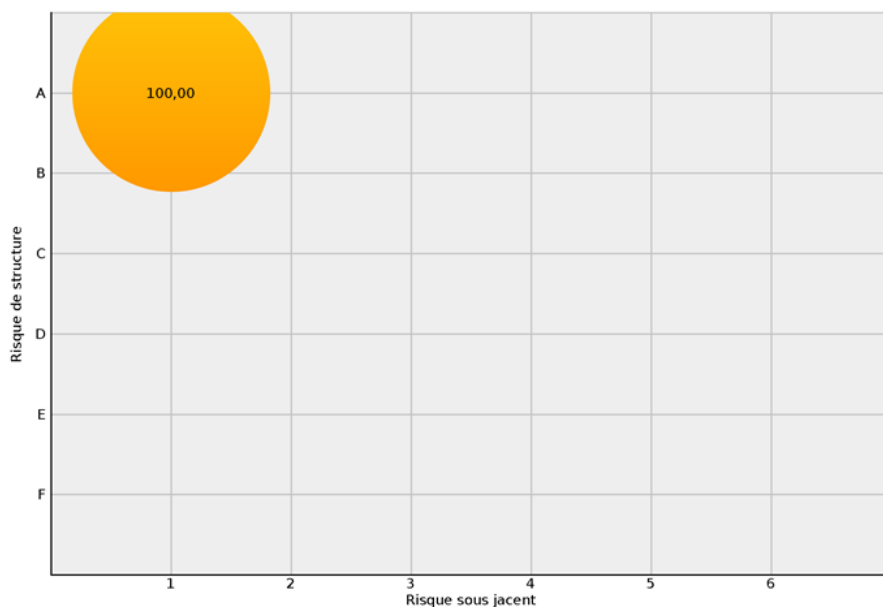
Avec 42,31% de dette à taux fixe, 23,79% de dette à taux variable et 33,91% d'emprunt basé sur le Livret A, les emprunts du Sdis sont répartis de manière homogène et équilibrée afin de préserver les marges de manoeuvre à venir et se prémunir d'une variation trop importante des taux variables.

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	4 803 537.03 €	42,31 %	2,55 %
Variable	2 700 989.89 €	23,79 %	4,79 %
Livret A	3 850 000.00 €	33,91 %	3,34 %
Ensemble des risques	11 354 526.92 €	100,00 %	3,35 %



3. La dette selon la charte de bonne conduite

Avec 100% de sa dette caractérisée en 1A dans la Charte Gissler, la dette du Sdis 76 est parfaitement sûre et ne présente aucun risque.



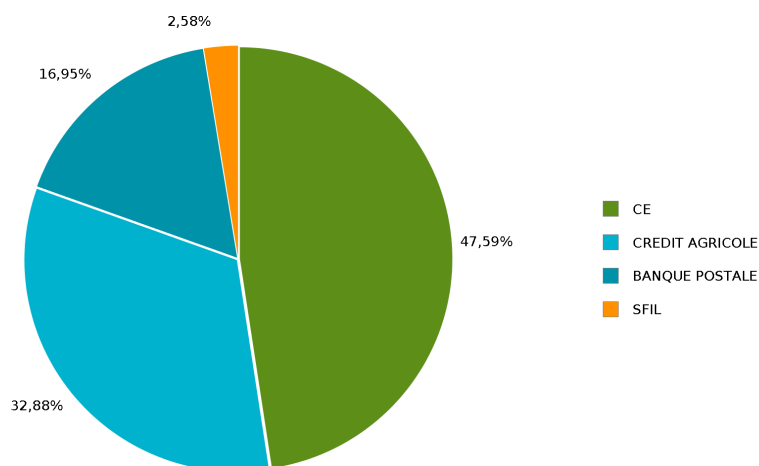
Tableaux des risques

Indices sous-jacents		Structures	
1	Indices zone euro	A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices	B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
3	Ecart d'indices zone euro	C	Option d'échange (swaption)
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
5	Ecart d'indices hors zone euro	E	Multiplicateur jusqu'à 5

4. *Repartition de la dette par prêteur*

La dette du Sdis est aujourd'hui répartie entre 4 prêteurs, voir 3, la SFIL étant une filiale du groupe La Banque Postale.

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	5 403 693.60 €	47,59 %
CREDIT AGRICOLE	3 733 333.32 €	32,88 %
BANQUE POSTALE	1 925 000.00 €	16,95 %
SFIL CAFFIL	292 500.00 €	2,58 %
Ensemble des prêteurs	11 354 526.92 €	100,00 %

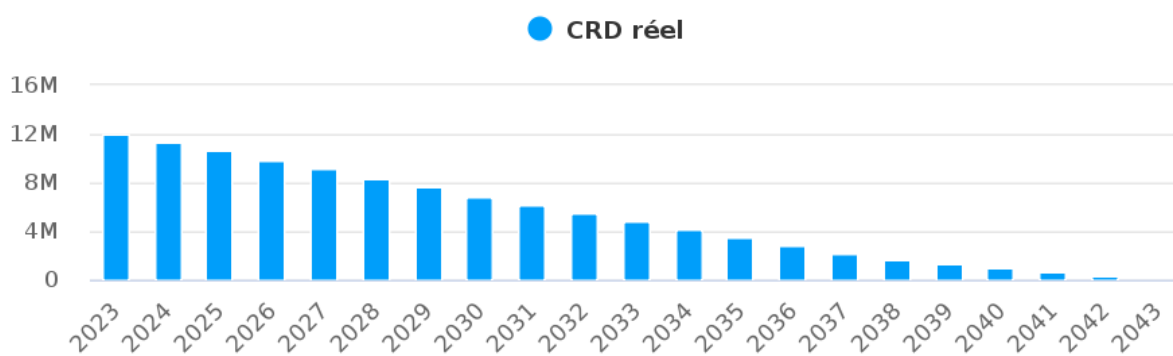


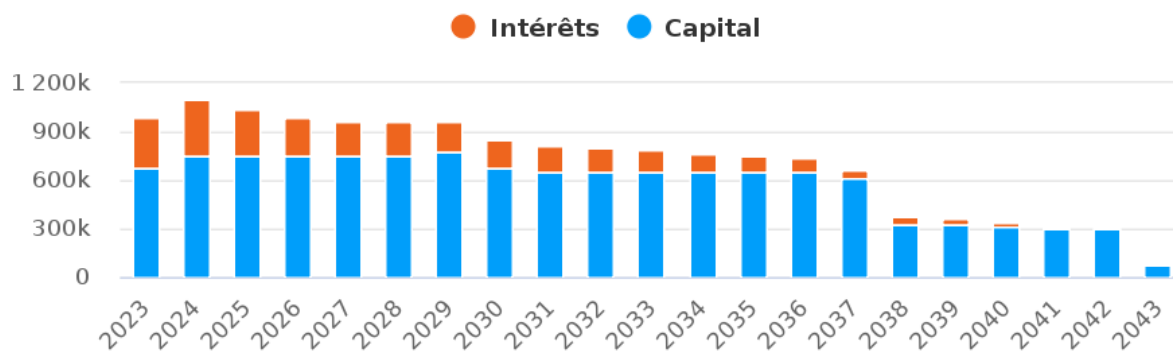
5. Profil d'extinction de la dette du Sdis 76

La durée de vie résiduelle de la dette du Sdis 76 est actuellement de 16 ans et 1 mois, soit une durée assez courte, avec une durée de vie moyenne de 8 ans et 2 mois.

Il n'y a eu aucun emprunt souscrit au cours de l'exercice 2023.

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2023	12 027 546,55 €	673 019,63 €	309 602,29 €	982 621,92 €	11 354 526,92 €
2024	11 354 526,92 €	749 233,23 €	354 803,32 €	1 104 036,55 €	10 605 293,69 €
2025	10 605 293,69 €	750 459,41 €	284 987,46 €	1 035 446,87 €	9 854 834,28 €
2026	9 854 834,28 €	751 698,28 €	231 823,74 €	983 522,02 €	9 103 136,00 €
2027	9 103 136,00 €	752 950,05 €	215 493,94 €	968 443,99 €	8 350 185,95 €
2028	8 350 185,95 €	754 214,80 €	205 914,52 €	960 129,32 €	7 595 971,15 €





6. La capacité de désendettement

Avec une capacité de désendettement à 1.3 an, le Sdis est dans une situation très favorable.

